



Ce document a été mis en ligne par l'organisme [FormaV®](#)

Toute reproduction, représentation ou diffusion, même partielle, sans autorisation préalable, est strictement interdite.

Pour en savoir plus sur nos formations disponibles, veuillez visiter :

www.formav.co/explorer

Corrigé du sujet d'examen - Bac STMG - Droit et économie - Session 2022

Correction - BACCALAURÉAT TECHNOLOGIQUE

ÉPREUVE D'ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ - Droit et Économie

Session : 2022

Durée de l'épreuve : 4 heures

Coefficient : 16

PARTIE JURIDIQUE

Cette partie vise à analyser une situation juridique complexe concernant un licenciement pour faute lourde. Les questions portent sur la compréhension des faits, les conséquences juridiques, les arguments de l'employeur et ceux de l'employé.

Question 1 : Résumé des faits avec qualifications juridiques

Énoncé : Résumer la situation de Matthieu FONTET et fournir des qualifications juridiques.

Matthieu FONTET, âgé de 35 ans, est salarié en CDI à la SARL HIFITOP, occupant un poste de chauffeur-livreur. Il est accusé d'avoir commis un vol (soustraction frauduleuse de la chose d'autrui selon l'article 311-1 du Code pénal) en dérobant un casque audio d'une valeur de 24,90 € TTC. Son employeur, Pascal MADANI, le licencie pour faute lourde après un entretien préalable, se basant sur un constat de vol avéré via un système de vidéosurveillance. Après son licenciement, Matthieu souhaite contester cette décision.

Question 2 : Conséquences juridiques possibles du vol pour Matthieu FONTET

Énoncé : Exposer les conséquences juridiques pour Matthieu FONTET suite au vol.

Matthieu FONTET encoure plusieurs conséquences juridiques en raison de son acte :

- Licenciement pour faute lourde, entraînant la cessation immédiate de son contrat de travail.
- Potentielles poursuites pénales pour vol, pouvant aboutir à une amende, voire une peine d'emprisonnement de trois ans (article 311-3 du Code pénal).
- Perte de droits à des indemnités de licenciement et à des allocations chômage, car le licenciement est pour faute lourde.

Question 3 : Arguments de Pascal MADANI pour justifier le licenciement

Énoncé : Exposer les arguments que pourrait avancer Pascal MADANI.

Pascal MADANI, en tant qu'employeur, pourrait avancer les arguments suivants :

- Violation de la confiance entre l'employeur et le salarié, essentielle dans une relation de travail.
- Exécution de la procédure de licenciement prévue par le Code du travail (articles L1232-1 à L1232-6), respectant la légalisation de l'entretien préalable et de la notification du licenciement.
- Justification de la faute lourde par le fait que le vol constitue une intention de nuire à l'entreprise, car l'employeur a perdu confiance et souhaite protéger ses intérêts.

Question 4 : Argumentation de Matthieu FONTET pour contester le licenciement

Énoncé : Présenter les arguments que Matthieu pourrait utiliser pour contester son licenciement.

Matthieu FONTET pourrait contester son licenciement en avançant :

- Le vol étant considéré comme une faute lourde, il peut argumenter sur le contexte personnel (difficultés financières, divorce), qui pourrait humaniser son acte.
- Utiliser des précédents juridiques, tels que la jurisprudence favorable ayant considéré le contexte d'un vol minime ou isolé sans antécédent comme non justifiant un licenciement.
- Exiger que le préjudice pour l'entreprise soit démontré, car le casque a une valeur faible (24,90 €) et n'a pas entraîné de conséquence financière significative pour l'entreprise.

Question 5a : Justification de l'existence de règles en matière de licenciement individuel

Énoncé : Justifiez l'existence de règles en matière de licenciement individuel.

Les règles en matière de licenciement individuel visent à protéger les droits des salariés. Elles garantissent que :

- Tout licenciement doit être justifié par une cause réelle et sérieuse (article L1232-1 du Code du travail).
- Les droits des salariés sont respectés, notamment le droit à un entretien préalable (article L1232-2).
- Les procédures doivent être suivies pour permettre au salarié de se défendre et de contester la décision.

Question 5b : Distinction entre action civile et action pénale

Énoncé : Expliquer la distinction entre une action devant une juridiction civile et une action devant une juridiction pénale.

Une action devant une juridiction civile concerne les litiges entre particuliers souvent liés à une demande de réparation d'un préjudice (dommages-intérêts). En revanche, une action pénale est engagée par le ministère public pour traiter des infractions à la loi et peut aller jusqu'à des peines privatives de liberté. La gravité des enjeux et les parties impliquées (particuliers vs l'État) témoignent de cette distinction.

| PARTIE ÉCONOMIQUE

Cette partie aborde la dynamique du marché du travail en France, le taux de chômage et les politiques liées à l'emploi.

Question 1 : Lien entre niveau de diplôme et chômage

Énoncé : Déterminer le lien entre le niveau de diplôme et le chômage.

Les données du chômage selon le niveau de diplôme montrent qu'il existe un lien significatif :

- Les individus sans diplôme font face à un taux de chômage élevé (environ 16 %).
- Ce taux diminue avec le niveau de diplôme : environ 13,9 % pour le CAP/BEP, 9,2 % pour le baccalauréat, et seulement 5,2 % pour les diplômes Bac + 2 ou plus.

Conclusion : plus le niveau de qualification est élevé, plus le risque de chômage est faible, soulignant l'importance de l'éducation dans l'insertion professionnelle.

Question 2 : Commentaire sur l'évolution du taux de chômage entre 2006 et 2021

Énoncé : Commenter l'évolution du taux de chômage en France métropolitaine entre 2006 et 2021.

Le taux de chômage a connu des fluctuations prononcées entre 2006 et 2021, influencé par divers facteurs économiques :

- Une hausse significative du taux de chômage durant la crise économique de 2008, atteignant près de 10 %.
- Un léger recul après 2015, illustrant une tendance à la baisse en période d'amélioration économique.
- La crise sanitaire de 2020 liée à la pandémie de COVID-19 a précipité une augmentation du chômage, notamment chez les jeunes et les seniors.

Cette période montre comment les événements conjoncturels impactent de manière significative le marché de l'emploi et le taux de chômage.

Question 3 : Effets des mesures de politique passive de l'emploi contre le chômage

Énoncé : Présenter les effets des mesures de politique passive de l'emploi.

Les mesures de politique passive, telles que les allocations de chômage, ont plusieurs effets :

- Elles offrent un soutien financier aux chômeurs, permettant de maintenir un niveau de vie minimum.
- Elles peuvent avoir un effet désincitatif sur la recherche d'emploi si les indemnités sont trop généreuses.
- Elles permettent de stabiliser la consommation des ménages, participant ainsi à l'économie durant les périodes de crise.

En somme, bien que ces mesures soient indispensables pour réduire la précarité, elles doivent être équilibrées avec des politiques actives pour éviter une dépendance excessive.

Question 4 : Outils de politique active mis en place par le gouvernement français

Énoncé : Décrire les outils de politique active mis en place par le gouvernement français pour lutter contre le chômage depuis la crise sanitaire.

Depuis la crise sanitaire, le gouvernement a mis en place plusieurs outils de politique active :

- Le plan « 1 jeune, 1 solution » favorise l'employabilité des jeunes par des emplois aidés et formations adaptées.
- Des aides pour la formation continue des salariés en activité partielle pour les préparer à de nouvelles compétences.
- Le plan de relance de 100 milliards d'euros, qui finance des projets d'écologie, de compétitivité et de cohésion sociale.

Ces initiatives visent à favoriser le retour à l'emploi et à soutenir la croissance dans un contexte post-COVID-19.

Argumentation : Politique active de l'emploi et lutte contre le chômage

Énoncé : Rédigez une argumentation pour répondre à la question : « Les politiques actives de l'emploi permettent-elles de lutter contre le chômage ? »

Les politiques actives de l'emploi, en visant à améliorer l'employabilité des individus, jouent un rôle crucial dans la lutte contre le chômage.

- Ces politiques interviennent à différents niveaux : formation, accompagnement personnalisé, et aides à l'embauche.
- Les dispositifs ciblant des populations spécifiques (jeunes, seniors) permettent de réduire les inégalités sur le marché du travail.
- Enfin, la création d'emplois grâce aux subventions et à la relance économique favorise une baisse du chômage structurel.

En conclusion, une politique active bien pensée et coordonnée est essentielle pour réduire le chômage et favoriser une dynamique positive sur le marché du travail.

| Conseils pratiques pour l'épreuve :

- Gestion du temps : Répartissez votre temps en fonction du nombre de questions et ne passez pas trop de temps sur une seule question.
- Lire attentivement chaque question : Assurez-vous de bien comprendre ce qui est demandé avant de répondre.

- Appuyer vos réponses sur des références législatives concrètes pour la partie juridique.
- Soutenez vos arguments avec des données statistiques et des exemples pour la partie économique.
- N'oubliez pas de structurer vos réponses de manière claire: introduction, développement, conclusion.

© FormaV EI. Tous droits réservés.

Propriété exclusive de FormaV. Toute reproduction ou diffusion interdite sans autorisation.

Copyright © 2026 FormaV. Tous droits réservés.

Ce document a été élaboré par FormaV® avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV®, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV® se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.